

La “suédoise”, un nouveau Martens-Gol ?

C'est l'épouvantail qu'a agité le PS durant la campagne électorale : il faut tout faire pour empêcher un gouvernement des droites MR/N-VA qui mènerait la même politique anti-sociale que Martens-Gol durant les années 80. A l'époque simple hypothèse, ce gouvernement de droite se concrétise aujourd'hui sous la forme de la coalition suédoise et la référence à Martens-Gol revient de plus belle. Pour autant, ce rapprochement est-il pertinent ?

Deux points communs peuvent être trouvés entre ces deux gouvernements. Le premier est qu'ils suivent une période d'instabilité politique marquée par les tensions communautaires et les réformes (ou tentatives de réformes) institutionnelles. Même si le gouvernement Di Rupo a constitué une période de stabilité politique, force est de constater qu'il n'a pas été formé dans une logique socio-économique, mais afin de mener à bien la 6ème réforme de l'Etat.

Concentrés sur le socio-économique, ces deux gouvernements partent d'un même constat : la Belgique souffre d'un déficit de compétitivité par rapport à ses voisins auquel il convient de remédier. Mais c'est ici que les similitudes s'arrêtent.

D'abord parce que les mesures mises en oeuvre, si elles poursuivent le même objectif, sont d'une ampleur toute autre. Le gouvernement Martens-Gol a initié un véritable “choc de compétitivité” en couplant la dévaluation du franc belge avec trois sauts d'index. Même si le programme de la coalition suédoise n'est pas connu à l'heure d'écrire ces lignes, il semble bien que l'on se limitera à un seul saut d'index, probablement avec une “correction sociale”. Ajoutons qu'un saut d'index dans la période de faible inflation (voire de déflation) que nous connaissons aujourd'hui, n'a pas le même impact que lors d'une période inflationniste comme au début des années 80.

Sur ce point comme sur d'autres, on peut être à peu près sûr que la suédoise n'utilisera pas des mesures aussi drastiques que le dernier gouvernement fédéral excluant les socialistes pour au moins deux raisons.

La première, c'est que le contexte est tout autre. Si l'on peut aujourd'hui estimer que l'économie belge souffre d'un problème de compétitivité, on très loin de la situation catastrophique du début des années 80. Une longue période de laxisme budgétaire, alimenté par les problèmes communautaires et la “méthode du gaufrier”, avait conduit la Belgique à présenter un budget dont le déficit dépassait 10% du PNB. Confronté à cette situation, le ministre du budget de l'époque, le socialiste Guy Mathot avait eu cette phrase effarante : “Le déficit est apparu tout seul, il disparaîtra tout seul, comme un mauvais rhume.” Comparé à l'attitude du gouvernement Di Rupo, l'évolution des socialistes sur ce point est spectaculaire. Martens-Gol a en réalité inauguré une série de gouvernements dont l'une des préoccupations a toujours été la limitation du déficit public et de la dette – que les socialistes soient présents ou non.

La seconde tient à la position du CD&V. Le CVP des années 70 et 80 était tellement dominant qu'il s'identifiait à l'Etat belge et pouvait se permettre de mécontenter, jusqu'à un certain point, ses alliés syndicaux. Le CD&V actuel est très loin de cette position et il est vital pour lui de donner des gages à son aile gauche. Mais, même affaibli, il conserve une forte capacité à peser sur l'action gouvernementale grâce à ses relais, son expertise et sa position centrale sur l'échiquier politique belge. Il a

donc la volonté et la capacité d'empêcher de voir la coalition suédoise dériver trop à droite.

Contrairement à Martens-Gol, le futur gouvernement ne devrait donc pas marquer une rupture fondamentale avec ses prédécesseurs. Tant les partis qui y participent (en particulier les libéraux et la N-VA) que l'opposition socialiste auront cependant intérêt à démontrer le contraire. Ce week-end, Elio Di Rupo est même allé beaucoup plus loin, en qualifiant la coalition suédoise de « gouvernement le plus à droite depuis la Seconde Guerre mondiale ». Une affirmation probablement aussi pertinente que celle qui consistait à qualifier son gouvernement de « marxiste ».